

trois provinces des Prairies avant de présenter ce programme bâclé.

Avant que ce programme devienne vraiment efficace, monsieur l'Orateur, le gouvernement devra donner beaucoup plus de réponses et faire bien des modifications.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, je promets d'être bref car si mes collègues députés sont aussi fatigués que moi, la brièveté est ce que je pourrais donner de mieux. Je tiens à appuyer la motion que le député de Saskatoon-Biggar (M. Gleave) a présentée cet après-midi et à souscrire à ce qu'ont dit des aspects de la mesure proposée à la Chambre vendredi dernier, le député de Saskatoon-Biggar, le député de Battleford-Kindersley (M. Thomson) et quelques autres. C'est l'un des inconvénients à prendre part au débat à cette heure tardive, monsieur l'Orateur.

Je veux insister, cependant, à cause d'appels téléphoniques que j'ai reçus, le dernier ce soir à dix heures, sur la désillusion et la déception de nombreux petits exploitants agricoles de ma circonscription à l'annonce faite vendredi de la réduction des emblavures de 22 ou 24 millions d'acres. Cette mesure touchera de nombreux petits cultivateurs de façon négative, ceux qui ont une demie ou trois quarts de section et qui en cultivent deux ou trois cents acres. Elle ne les aidera pas beaucoup et un grand nombre seront dans une situation pire qu'auparavant, lorsqu'ils devaient compter sur le quota unitaire pour acquitter immédiatement leurs dépenses à l'automne. A de nombreux endroits de ma circonscription, monsieur l'Orateur, il existe de nombreuses petites fermes où des gens souffriront l'an prochain lorsqu'ils se rendront compte qu'ils ne peuvent livrer 400 boisseaux de blé dans un quota unitaire.

Nous devons insister sur ce point auprès des députés ministériels, car il faut accorder une chance aux petits cultivateurs comme à ceux qui ont des fermes de 1,000 à 1,500 acres. La petite exploitation agricole a encore sa place dans la société canadienne et dans l'Ouest canadien et à mon avis, cette mesure pourrait contraindre le petit cultivateur à abandonner sa terre. J'espère n'en être jamais témoin, monsieur l'Orateur.

De bien des façons, ce programme n'est qu'une amorce pour certains cultivateurs. On leur donne \$6 ou \$10 l'acre pour soustraire leur terre à la production du blé, mais c'est à peine suffisant pour couvrir les frais de la jachère d'été. En outre, l'agriculteur doit sub-

sister, faire face à ses dépenses de l'an dernier et assurer l'année qui vient.

Dans ma circonscription, les gens attendaient depuis longtemps et non sans espoir une déclaration du gouvernement et, je le sais, beaucoup sont déçus de celle de vendredi dernier. De bien des façons, l'annonce était unique en son genre. Le gouvernement admettait que ses politiques de vente étaient un échec et qu'il n'avait pas de vraie solution à offrir. La seule qu'il propose, discontinuer la production du blé, est une insulte flagrante pour bien des agriculteurs. C'est aussi un paradoxe flagrant, si nous songeons que plus de la moitié de la population mondiale est affamée ou meurt de faim, tandis que nous, de l'Ouest canadien, nous avons un excédent de grain.

• (Minuit)

Nous avons les moyens de produire encore plus de grain, mais nous sommes incapables de le vendre. Les vivres constituent l'un des plus utiles instruments de paix qui soient. Les affamés se rebellent, quel que soit le pays qu'ils habitent ou le régime politique sous lequel ils vivent. C'est sur ce point que je dois sans cesse insister, car le gouvernement l'oublie dans l'exercice quotidien du pouvoir. Nombreux sont les apports que nous pouvons faire à la nation et au monde, et il nous faudra modifier radicalement notre façon d'agir dans un proche avenir, non seulement dans notre propre intérêt mais aussi dans l'intérêt de toute la population du globe.

Le député d'York-Ouest (M. Givens) a entrepris des activités intéressantes et il fait des déclarations intéressantes. Il a dit, entre autres choses, que, dans cette enceinte, nous consacrons plus de temps à l'agriculture qu'à tout autre sujet. Il a peut-être raison. Nous passons beaucoup de temps à parler de l'agriculture, mais n'est-il pas ironique que, plus nous en parlons, moins on semble prendre des mesures concrètes à son sujet. Le gouvernement ne donne jamais suite à nos suggestions et ne semble jamais nous prêter une oreille attentive. Selon certains, le Parlement manquerait de plus en plus d'à-propos; c'est peut-être vrai. Peut-être vaudrait-il mieux ne pas participer à ce débat.

Faisons-nous du bon travail ici et accomplissons-nous quelque chose? C'est la question que je me pose de plus en plus avec les mois. Peut-être occupons-nous simplement nos sièges pour nous livrer à de petits jeux entre nous; peut-être ne faisons-nous que participer à